

**TOMBEAU POUR LES LUTTES ?
POUR UNE LECTURE NON-PROGRAMMATIQUE
DES PROCESSUS INSURRECTIONNELS**

CLAIRE GARDES

VARIA



Sans évacuer la nécessité de penser les conditions matérielles d'une lutte sociale et ses retombées concrètes, cette analyse insiste sur son irréductibilité aux motifs, aux trajectoires, aux succès et aux échecs auxquels une quelconque anticipation stratégique voudrait la prédestiner. Car c'est peut-être bien de cette part non-programmatique des luttes, rendue à la fois proéminente et nécessaire par et dans le contexte néolibéral, que surgissent les puissances effectives et singulières des mouvements sociaux qui font notre actualité.



Depuis près de 10 ans, dans des proportions mondiales, et malgré les conditions sanitaires actuelles, les mouvements insurrectionnels ne cessent de se multiplier à travers des stratégies, des formes et des ampleurs souvent inédites. Pourtant, ils affrontent, dans le même temps, l'extraordinaire brutalité des répressions qui leur sont opposées et les logiques de domination néolibérales qui, depuis quarante ans, n'ont eu de cesse de vider les leviers classiques de mobilisation, tels que le syndicalisme, de leur efficacité.

Autant dire que ces mouvements se heurtent à des difficultés majeures, notamment parce qu'il n'est plus question de se rendre à une démarche émancipatoire qui consisterait à obtenir de simples aménagements de système : la résolution des problèmes qui se posent n'est plus pensée au sein des logiques qui les engendrent, mais précisément selon un désir assumé de faire céder définitivement ces dernières.

La question se pose alors de savoir si notre temps est en train de creuser le tombeau des luttes qui le traversent, ou si nous pouvons tirer de leurs dynamiques propres des outils stratégiques et théoriques permettant de penser leur persistance. Notre réponse, qui n'a pas d'autre vocation que d'ouvrir certaines pistes réflexives, reposera sur la thèse suivante : nos chances de voir tenir les luttes sociales dépendent de notre capacité à saisir ce que leurs devenir mêmes rendent possible. À ce titre, nous poserons qu'il est nécessaire de se départir d'une logique qui, les enjoignant à anticiper leurs conditions de possibilité, leurs trajectoires programmatiques et les garanties de leur succès, risquent en réalité d'en endiguer l'émergence et le déploiement effectif.

CAPITALISME NÉOLIBÉRAL ET SYNDICALISME : UN ÉTAT DES LIEUX DES RAPPORTS DE FORCE SOCIAUX

Le point d'entrée le plus évident est probablement celui que chacun peut, du moins lorsqu'il y est confronté, expérimenter très concrètement : comment se rendre capable d'agir là où tout est fait pour nous décourager ? Où que l'on se tourne, le capitalisme néolibéral et les appareils d'État qui lui sont solidaires ont largement quadrillé l'espace social. Cela s'explique notamment par le fait que ce quadrillage est rendu possible par une forme d'exploitation qui vise de plus en plus la vie elle-même : notre temps, nos aspirations, nos capacités, notre santé, nos relations etc., sont assimilées dans les logiques productives du capitalisme. Ainsi, de telles logiques passent aussi bien par nous-mêmes, puisque l'étendue de notre autonomie et de nos satisfactions est garantie par notre participation : « Les grandes puissances industrielles et financières produisent ainsi non seulement des mar-

chandises, mais aussi des subjectivités (...) – ce qui revient à dire qu'elles produisent des producteurs»¹. De ce point de vue, nous pourrions encore préciser notre question préliminaire : comment se rendre capable de quoi que ce soit quand de telles coordonnées systémiques semblent inféoder nos puissances d'agir et de penser à leur horizon de possibilité, c'est-à-dire quand les possibilités extérieures deviennent nos possibilités intérieures ? Que peut-il advenir de celles et ceux qui tenteraient de s'y soustraire, sinon s'exposer, ultimement, au passage d'une oppression participative à une oppression répressive ?

Si tel est le cas, et dans un contexte qui nous laisse manifestement si peu d'options, pourrait-on considérer, par exemple, le recours à une instance intermédiaire telle que le syndicat comme l'alternative la plus viable, voire notre seule chance, pour penser et mener des luttes sociales ? Parce qu'une telle instance continue à agréger, au moins symboliquement, le champ salarial autour d'elle, nous ne pouvons effectivement faire l'impasse sur la place qu'elle occupe au sein des antagonismes sociaux. Mais que cette place soit précisément celle d'un *intermédiaire* doit attirer notre attention, dans la mesure où on peut douter qu'elle lui laisse la marge de manœuvre nécessaire à tenir le front des luttes. C'est, entre autres, ce que démontre Karel Yon :

La promotion du « dialogue social » (...) s'est traduite par la multiplication des instances de concertation et l'invitation faite aux syndicalistes à se transformer en « professionnels de la négociation ». (...) Outre le fait de construire une opposition mythique entre dialogue et conflit, la diffusion de la rhétorique du dialogue social a fait de ce projet de « civilisation des mœurs » professionnelles le principal cadre cognitif et normatif des relations sociales. La réforme de la représentativité syndicale est ainsi pensée du point de vue de la négociation plutôt que du droit des salariés à s'organiser².

En d'autres termes, parce que le propre du néolibéralisme est de neutraliser la conflictualité sociale par l'auto-disciplinarisation, le syndicalisme a été progressivement entraîné dans une mutation de son rôle historique vers une fonction réduite, au moins au niveau *macrosocial*, à un rôle de concertation. De ce point de vue, l'un des tours de force de l'organisation néolibérale des rapports de force sociaux tient au fait qu'il y a désormais si peu de choses à obtenir d'une telle concertation : « Le Capital qui s'est créé une telle position (...) ne voit plus l'intérêt de *transacter* – pour cette simple et bonne raison que le pouvoir qu'il a conquis l'autorise à ne plus le faire »³.

1 Hardt Michael, Negri Antonio, *Empire*, Paris, Exils, 2000, pp.58-59.

2 Yon Karel, « Evolutions de l'action syndicale - Un bilan entre victoires et échecs », *Revue Contretemps*, n°9, 2011, p. 41. À ce sujet, nous renvoyons également nos lecteurs à Barnier Louis-Marie (éd.), *Revendiquer et s'organiser! Représentativité syndicale et démocratie sociale*, Paris, Syllepse, 2008.

3 Lordon Frédéric, *Figures du communisme*, Paris, La fabrique, 2021, p. 174.

Cette publication, extraite du numéro 3 (décembre 2021) de la revue *Permanences critiques*, est momentanément réservée aux abonné.e.s.

Pour vous abonner, cliquez sur la vignette ci-contre.



ALORS QUE LA CRISE DU COVID19 TEND À FORTEMENT RE-IMPREGNER LE DÉBAT PUBLIC ET POLITIQUE DE LA QUESTION DE L'AMPLEUR, DES OBJECTIFS, DES MODALITÉS, DES EFFETS DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE LA POPULATION, CE TROISIÈME NUMÉRO DE *PERMANENCES CRITIQUES* ENTEND S'INTERROGER SUR LES RESSOURCES CRITIQUES DONT DISPOSENT LA SOCIÉTÉ CIVILE EN GÉNÉRAL ET LE SECTEUR ASSOCIATIF EN PARTICULIER POUR PENSER L'ÉTAT ET SES FORMES CONTEMPORAINES. PLUS SPÉCIFIQUEMENT, CONSTATANT UNE CERTAINE INDÉTERMINATION DU CONCEPT D'ÉTAT DANS L'ACTION ET LA PENSÉE ASSOCIATIVES, IL EST ICI QUESTION DE PARTIR DES RELATIONS AMBIGÜES ENTRETENUES PAR LES ASSOCIATIONS AVEC L'ÉTAT POUR ÉVALUER QUELS IMPACTS CES AMBIGÜITÉS ONT SUR LEURS ORIENTATIONS IDÉOLOGIQUES ET STRATÉGIQUES FONDAMENTALES.

ÉTUDE

ÉTAT ET ASSOCIATIONS

De l'autonomie à l'encastrement idéologique

NICOLAS MARION • • • • • 11

ANALYSE

LES ASSOCIATIONS, PRODUIT OU ENNEMI DE L'ÉTAT INTÉGRAL ?

JOHN CHRISTIAENS • • • • • 37

ANALYSE

RETOUR SUR UN VIEUX DÉBAT ENTRE MARXISTES

qui pourrait nourrir la réflexion sur le rapport entre État et associations

FABIO BRUSCHI • • • • • 51

ANALYSE

DERNIERS RECOURS : NOTES SUR L'ÉTAT PANDÉMIQUE

ALBERTO TOSCANO • • • • • 61

VARIA

TOMBEAU POUR LES LUTTES ?

Pour une lecture non-programmatique des processus insurrectionnels

CLAIRE GARDES • • • • • 73

Le sommaire du n° 3
de *Permanences critiques*